

Déclaration SNES-FSU CTA 18 octobre 2021

Que dire de plus que nous n'aurions déjà dit depuis la rentrée 2017 : suppressions de postes, mise en place de réformes inégalitaires, attaque des statuts et des droits des personnels. Que dire de plus que nous n'aurions déjà dit depuis le début de la crise sanitaire : absence de moyens complémentaires permettant de faire face à l'explosion des difficultés des élèves, refus de revoir les programmes, accélération de la politique éducative délétère menée, dont l'augmentation de la part de contrôle continu au bac est un symbole qui sert par ailleurs de prétexte à une tentative de mise sous tutelle des enseignants au travers des PLE. Leur rejet unanime par les équipes est un désaveu cinglant pour tous les promoteurs de cet outil, parmi lesquels il est malheureux de trouver des organisations syndicales.

La lassitude est grande de voir perdurer une communication en complet décalage avec la réalité de la politique menée et du vécu du terrain.

Pourtant les sujets d'alerte sont nombreux.

Au lycée, nous avons pointé l'an dernier les déséquilibres genrés et sociaux qui marquent fortement les choix de spécialité. Ils perdurent et il ne s'agit pas seulement de décréter des quotas pour y remédier, puisque c'est la structure même du lycée Blanquer qui conduit à cette aggravation par rapport à la situation du lycée organisé en séries. Nous avons pointé une inquiétude sur l'affaiblissement de la place des sciences, il s'aggrave ! Nous avons marqué notre inquiétude face à des choix de doublettes ou triplettes dont la pertinence dans la poursuite d'étude pouvait ne pas faire sens. La variation à la baisse de la majorité des choix de 12 premières triplettes de Première semble pourtant indiquer une accentuation de ce mouvement. Quelles en seront les conséquences dans l'enseignement supérieur ? Quant au bilan Parcoursup, qu'en dire quand tant d'élèves sortent finalement des radars ?

Au collège, aucune mesure nouvelle pour permettre une amélioration de la situation. En revanche, la multiplication de collèges construisant leurs emplois du temps autour du dispositif devoirs faits et des différents parcours interroge : le travail disciplinaire dans la classe est renvoyé au second plan, avec quel bénéfice pour les élèves ? Les difficultés de très nombreux élèves de Seconde devrait conduire à une évaluation sérieuse de telles organisations, mais plus généralement du collège Vallaud-Belkacem. La suppression de l'éducation prioritaire au profit de CLA sans moyen, outre la mise en concurrence généralisée, marquerait sans nul doute de nouveaux reculs.

Pour les personnels, la disparition des compétences des CAPA marque bien un recul terrible de leurs droits : les tableaux d'avancement publiés sans élément permettant de les comprendre en est une preuve. Ceux-ci ne sont par ailleurs pas conformes aux LDC académiques puisque les ratios femmes/hommes n'y figurent pas. Ce dernier point inquiète finalement sur la capacité de notre institution à mettre en œuvre un plan égalité professionnelle porteur de réelles améliorations en matière d'égalité, ce qui suppose d'aller au-delà de simples calculs de pourcentages. Nous espérons donc pouvoir travailler de manière approfondie à l'élaboration d'un plan académique pour l'égalité professionnelle et de prévention des violences sexuelles et sexistes, réellement ambitieux et contraignant tous les aspects touchant à la gestion de la carrière des femmes et des hommes de notre académie.